

20 ANS DÉJÀ !

TOUJOURS PLUS SURVEILLÉS

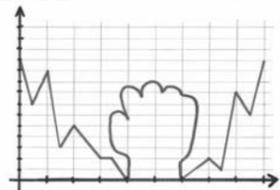
62 caméras de vidéosurveillance supplémentaires vont être installées dans le 14e. > PAGE 2

GIACOMETTI S'EXPOSE

Militons pour que les jeunes du 14e suivent leur scolarité dans leur propre quartier ! En particulier, au collège Giacometti. > PAGE 3

HALTE À LA CASSE-STISTIQUE !

LA METZ N'EST PAS DITE



STATISTIQUES EN LUTTE !

Délocalisation d'une partie de ses services, multiplication des dysfonctionnements ; l'indépendance de l'Insee est menacée. > PAGE 5

UN ORCHESTRE MENACÉ

A la Cité universitaire, la symphonie ne doit pas être inachevée. > PAGE 6



(PHOTO : L'ÉQUIPE)

● Vingt ans après, La Page tourne toujours, l'équipe actuelle prend encore le même plaisir à réaliser ce journal de quartier et s'efforce de prendre position sur les grands sujets de société au travers du prisme de l'arrondissement : vie citoyenne, écologie, logement, sans-papiers, chômage, etc. Nous militons contre les discriminations, nous nous battons pour la sauvegarde des lieux de vie et donnons la parole aux citoyens et aux autres associations. Un journal ouvert à tous !

Une exposition itinérante présentera 20 ans de "une" de notre journal : à la Maison des associations, dans les centres sociaux, au Moulin à Café, au Château Ouvrier, etc.

Les conseils de quartier MORCEAUX DE CHOIX

Montsouris-Dareau

Ici, moyenne d'âge élevée, ambiance chaleureuse gentiment brouillonne. Le ton est donné : de grandes tables sont recouvertes de nappes blanches pour le petit cocktail qui va clore la réunion. La présidente du conseil fait preuve de souplesse. Après la présentation des commissions (voirie, culture, etc), puis des associations, elle donne la parole à l'une d'elles, non prévue au programme, La Page. Les nuisances liées aux corneilles qui viennent déchirer les poubelles plastiques du parc Montsouris, le bruit fait par le parc des voitures de la Ville, installé, sans concertation, à proximité de l'entrée principale de l'hôpital Sainte-Anne et qui réveille tout le quartier dès potron-minet, l'ouverture attendue d'une sortie nord de la station RER Cité universitaire : autant de thèmes mobilisateurs.

Mouton-Duvernét

L'assemblée est plus jeune, plus posée. Le calme et une grande attention des uns pour les

autres dans le débat créent un climat de confiance sereine. Le président sait donner la parole à chacun. Les questions ou apports sont d'une grande qualité, faisant écho aux préoccupations des citoyens. Le débat est suivi d'une courte présentation des commissions du conseil. Les élèves de l'atelier de sculpture voisin, menacés d'expulsion, présentent leur situation au public. Beaucoup de personnes sont choquées par les méthodes de la Mairie et de la Ville et signent leur



(DESSIN : J. K. ABRAHAM)

pétition. Tout est bouclé dans les temps, sans l'ombre d'une précipitation ; l'école va pouvoir fermer ses portes à l'heure dite !

Parmi le champ d'action de ce conseil les sans-abri sont une priorité. Le réveillon solidaire du 31 décembre initié par ce conseil est devenu l'affaire de tous. Mais l'action des membres des commissions ne s'arrête pas là. Chacun est engagé à pratiquer un travail, modeste, mais nécessaire : simplement entrer en contact avec les sans-abri à proxi-

mité de chez eux. On apprend qu'une possibilité de domiciliation nouvelle pour les sans-abri va bientôt voir le jour au 92, bd du Montparnasse.

Jean-Moulin-Porte-d'Orléans

Jeunes et moins jeunes de milieux aisés ou modestes se retrouvent nombreux pour cette réunion ; des membres de diverses associations de l'arrondissement sont là. La nouvelle présidente du conseil doit faire face à un ordre du jour bouleversé : l'élu correspondant du quartier n'a pas apporté les informations promises concernant l'aménagement de l'avenue du Général-Leclerc. L'élue à la sécurité s'engouffre dans la brèche. Elle a amené avec elle le commissaire du 14e venu en tenue musclée : rangers, vêtements bleu marine, veste rayée d'un grand POLICE ! Voilà qu'il se met aux commandes de la réunion, animant un débat sur la sécurité dans les immeubles de la Porte d'Orléans. > SUITE PAGE 2

Portrait Le Djamel Bicycle Club

Attention au fouettement atmosphérique sur les yeux" prévient une vieille coupure du Petit Parisien collée en bas à gauche de la vitrine vert anis du 36, rue Pernety. "Vous venez pour m'interviewer ? Ok, ça roule !" Djamel Benmaamar, 39 ans, natif de Djerba, tout en me proposant un peu de thé, me lance : "Vous attendez votre amie France, n'est-ce pas ?" Théâtral, il ajoute : "France de la France !". Les "r" du réparateur et vendeur de cycles roulent mélodieusement. L'homme ne doute pas de son charme, conscient de la régularité de ses traits, de la parfaite blancheur de son sourire et de la force de son regard noir. "Ce que j'aime dans ce métier ? Les charmantes dames qui viennent pour papoter !". Avec France, qui vient d'arriver, nous sommes donc prévenues. Sur sa droite, des vélos de ville sont installés sur deux niveaux ; sur sa gauche, des paniers, des jantes, des roues sont accrochés au mur ; au fond, un établi accueille toutes sortes d'outils. Près de la porte d'entrée, un poste de radio diffuse des chansons françaises : Eddy Mitchell, Jacques Brel... Petites notes de musique et forte odeur de pneus se mélangent, vous bercent.

La bicyclette jaune

L'accent chantant de Djamel aussi. Il raconte ses rêves de gosse, en Tunisie, d'un vélo qui n'arrivait jamais faute de moyens suffisants de sa famille. Il évoque aussi son premier emploi à 15 ans chez un marchand de cycles qui lui permet d'acquiescer sa première bicyclette : "Je l'avais peinte en jaune. Comme elle n'avait pas de freins, je me servais des monticules de sable pour m'arrêter". Puis, à 30 ans, c'est le départ pour la France et un premier emploi dans le quartier latin chez Gepetto & Vélos. En 2004, il ouvre sa boutique avec son frère Raouf, rue Pernety. Djamel évoque sa passion toujours vivace pour la bicyclette, "cet instrument magique, qui a besoin de vous, de votre équilibre, qui vous entretient plus que vous ne l'entretie-

nez" et qu'il utilise tous les jours pour se déplacer.

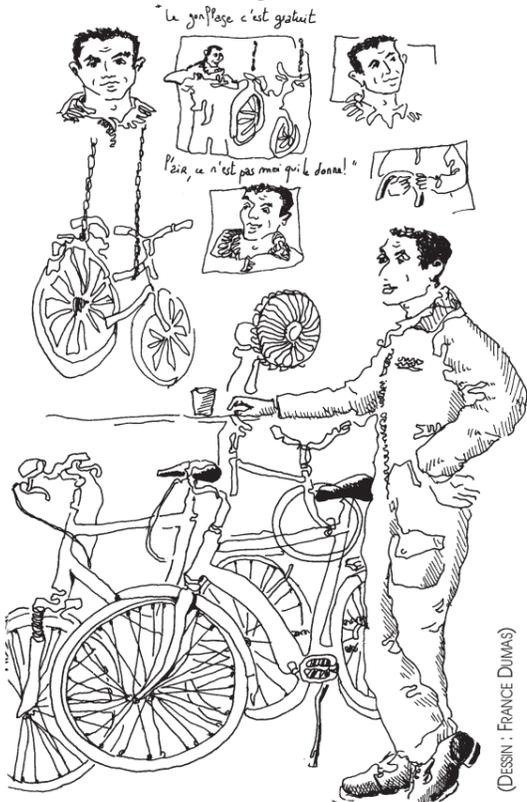
La méthode Djamel

La porte de la boutique s'ouvre. Entre une petite dame, la quarantaine, vêtue d'un imperméable bleu pâle et d'un béret bleu roi. "Les traces de rouille sur votre vélo ? C'est comme les cheveux gris sur la tête d'un homme, c'est ça le charme !" lui glisse Djamel. La dame perd un instant son sérieux, puis écoute avec attention la "méthode à Djamel" pour apprendre aux enfants à pédaler sans stabilisateurs. Elle repart satisfaite. Trois jeunes chevelus, étudiants en art, lui succèdent. Djamel leur apporte jantes cabossées, roues défoncées dont ils ont besoin pour leur travail artistique. Une dame toute vêtue de noir, juste derrière eux, enfonce une porte ouverte : "Le plus dangereux à vélo, ce sont les portières".

"Quel impact le Vélib a-t-il eu sur vos affaires ?" lui demande-t-on. A ce mot, le blanc sourire de Djamel disparaît. Il attrape un écrou et fait mine de vouloir vous frapper. Finalement, il se ravise, éclate de rire. The show must go on !

BÉATRICE GIUDICELLI.

OK ça roule, réparation/location/vente de bicyclettes. 36, rue Pernety, 75014 Paris. Tél. : 01 45 42 74 56. Ouvert tous les jours sauf le dimanche de 9h00 à 20h00. <http://www.okcaroule.fr/>



(DESSIN : FRANCE DUMAS)

● Votre journal de quartier

Journal farouchement indépendant et sans subventions

"La Page" est publiée depuis 1988 par l'association de bénévoles L'Equip'Page. Le journal et l'association sont ouverts à tous ceux qui veulent mettre "la main à La Page". Vous pouvez aussi nous envoyer vos articles ou vos informations (6, rue de l'Eure 75014 ou lapage.14@wanadoo.fr), tél. 06.60.72.74.41 (répondeur).

Dans l'équipe, il y en a qui signent des articles ou des photos, il y en a d'autres dont les signatures n'apparaissent jamais. Pourtant, ils et elles animent les réunions, participent aux discussions, tapent des articles, les relisent, recherchent des publicités, diffusent le journal dans les librairies, le vendent sur les marchés, collent des affiches, etc.

"La Page" n° 82, c'est John Kirby Abraham, Jean-Paul Armangau, Patricia Bay, Jacques Blot, Patrick Bolland, Didier Boyaud, Alexandre Boviatsis, Sabine Bröhl, Jutta Bruch, Jacques Bullot, Françoise Cochet, Didier Cornevin, José Couvelaere, Jacqueline Dartigues, Marie-France Desbrières, France Dumas, Jeanne Durocher-Samah, Jacqueline Fertun, Dominique Gentil, Béatrice Giudicelli, François Heintz, Chantal Huret, Imagem et Adéla, Bruno Martin, Pascale Moïse, Elza Oppenheim, Monique Otchakovsky, Sophie Pons, Elisabeth Pradoura, Nicolas Ravelli, Cécile Renon, Yvonne Rigal, Muriel Rochut, Janine Thiabault, Marie-Hélène Thomas...

Les conseils de quartier Morceaux de choix

● Un conseil de quartier a d'abord le visage et l'action de ses membres. Premières réunions publiques des conseils renouvelés, par ordre d'apparition sur le calendrier.

SUITE DE LA PAGE 1 Les habitants et leurs associations ne sont-ils donc pas capables de penser le problème de la délinquance en dehors de la seule rengaine policière : répression-exclusion ?

La présidente ne se laisse pas démonter et, malgré les difficultés, reprend les rênes.

Didot-Porte-de-Vanves

Dynamique, avec un ordre du jour très important, la réunion est pourtant longue à démarrer. On y compte, outre les habitants de la Porte-de-Vanves, pas mal d'élus et d'employés de la Ville. Le quartier semble très investi par la municipalité. Beaucoup de projections : film sur le nouveau centre social Didot, plans et cartes divers fatiguent un peu l'assistance qui s'endort à demi devant la présentation longue et détaillée des aménagements de voirie du quartier Maurice Noguès par un fonctionnaire des services techniques de la ville. Un bon point pour lui : il est resté jusqu'à la fin de la réunion ! L'architecte, lui, s'est éclipsé dès la présentation finie. Il n'a pas pu entendre ce que le président du conseil de quartier avait rappelé : ce projet d'aménagement ne tient aucun compte des souhaits émis par le conseil précédent ! Où est donc passé le petit amphithéâtre ?

La présentation par le Collectif redessins Broussais (CRB) de ses réflexions et propositions pour le site réveille l'assemblée ! Le CRB, échaudé par les pseudo-concertations des dernières années, tout comme le président de ce conseil, demande que les résultats des études sur le site leur soient communiqués avant toute réunion prétendument de "concertation" !

Pernety

Le lieu et l'heure de la réunion, dans un petit théâtre au fond d'une friche mal éclairée, à 20h, manifestent le choix du conseil de quartier de s'ouvrir à un public de jeunes qui travaillent et acceptent de rester relativement tard. L'assistance vient manifestement de milieux différents. Des militants associatifs sont là. Et l'élue correspondante du quartier se fera sifflée à propos du nouveau report de la construction de la pension de famille promise rue de Plaisance. Sa naïveté cache mal son incompétence : elle prétend être étonnée qu'on parle de ce projet, ici ! Elle annonce que l'OPAC fera commencer les travaux en février 2009 !

Un film, fort sympathique, réalisé par un atelier du collège Giacometti sur la vie à l'école introduit le sujet du débat : la rentrée scolaire. Le mot de "violence" scandait le propos. La directrice du collège Giacometti, des parents d'élèves, le directeur d'une école primaire et quelques autres rappellent que les réputations suivent les faits bien au-delà de leur durée réelle et que, si violence il y a, elle est bien plus le fait des "petits crétins de la rue de Cange" que des élèves ! Cette remarque faite par un habitant aurait pu sortir le débat du seul cadre intra-scolaire, en mettant le collège en situation dans son quartier. Une autre fois peut-être ?

Montparnasse-Raspail

N'ayant pas pu aller à la première réunion publique de ce conseil, organisée un vendredi soir, nous avons donc rencontré ensuite sa dynamique présidente. Elle nous dit avoir été contente de cette réunion. Ayant à cœur de permettre à chacun de s'exprimer, elle est passée elle-même dans

l'assistance pour donner le micro. Il arrive souvent qu'une fois la question posée ou la mauvaise humeur exprimée la personne s'en aille, à peine intéressée par la réponse et pas du tout par les questions des autres. Ce soir-là, les habituelles questions sur les crottes de chien ne furent pas posées ! Enfin ! La propreté et la voirie sont les sujets les plus abordés en général dans ce conseil de quartier où viennent plutôt des gens âgés. L'aménagement de l'allée Georges Besse le long du cimetière est l'objet d'un travail du conseil qui souhaite y voir installer des sculptures.

Pour elle, un conseil de quartier est un endroit qui doit permettre aux énergies de se rencontrer, de se réunir. Elle constate qu'aucun vrai projet social n'en émerge. C'est en invitant l'association "Les petits frères des pauvres" à présenter leur maison-relais que celle-ci a été mieux acceptée par une population très réticente devant l'arrivée de pauvres dans leur voisinage.

L'exposition photo organisée par la mairie via les conseils de quartier en a agacé plus d'un. "On nous amuse avec des gadgets ! il y a mieux à faire, avec tous les mal logés !". Des commissions inter conseils de quartier existent et telle habitante de Montparnasse se promet de rejoindre Mouton-Duvernet pour aller en direction des sans-abris. Ceux qui attendent des informations sur les budgets des conseils sortent frustrés, tout comme ceux qui voudraient comprendre quelle est leur marge de manœuvre par rapport à la Mairie et leur voir gagner une vraie autonomie !

Pour rendre les conseils de quartier plus vivants et proches de nos réalités si diverses, une seule solution : y aller ! Mais y aller vraiment ! JF, MO, EP

Vidéosurveillance

● Un millier de caméras de plus pour nous épier

Malgré l'absence de bilan des expériences existantes et de débat public, malgré le coût important des dispositifs, l'inflation de caméras semble inéluctable.

La ministre de l'Intérieur l'avait annoncé l'an passé : la France doit renforcer ses systèmes de vidéosurveillance. En octobre, le préfet de police est venu présenter au conseil de Paris son plan d'installation d'un millier de caméras supplémentaires dans la capitale. Le maire - qui avait fait campagne en ce sens aux dernières municipales - était à l'unisson. Et l'un comme l'autre se sont emparés du néologisme de "vidéoprotection". Pour rassurer le citoyen, on ne dit pas qu'on le surveille mais qu'on le protège ; en fait, il s'agit toujours d'installer un système de caméras pour surveiller l'espace public et ceux qui le fréquentent.

62 caméras en plus

La RATP et la SNCF en utilisent déjà plusieurs milliers sur leurs réseaux. La Ville elle-même en possède environ deux cents et la Préfecture de police plus d'une centaine (et autant embarquées dans des voitures et hélicoptères). Or, 1226 appareils supplémentaires vont être installés cette année, dont 62 dans le 14e ; c'est le 18e - fief d'un ancien ministre de l'Intérieur - qui décroche le plus gros lot avec 93 caméras.

Selon le plan préfectoral, le développement de la vidéosurveillance entend répondre à quatre objectifs, dont la pré-

vention du terrorisme et la lutte contre la délinquance. Les discours officiels martèlent leur certitude quant à l'efficacité de ces systèmes. Mais ce n'est absolument pas la conclusion à laquelle arrivent les enquêtes menées à ce sujet. C'est au Royaume-Uni qu'une majorité de ces recherches ont été effectuées, dans un pays pionnier en la matière qui compte quatre millions de caméras de surveillance dont 500.000 dans sa capitale. Les enquêtes établissent qu'il n'y a pas de corrélation entre l'installation de caméras et l'évolution du taux de criminalité dans un lieu donné : le nombre d'actes de délinquance peut diminuer à certains endroits et augmenter à d'autres. Au mieux a-t-on pu noter un déplacement de la délinquance. En dehors de quelques exceptions médiatisées, "les caméras de surveillance ne sont pas très efficaces", rappelle un expert anglais de la sécurité. Quant au responsable de la vidéosurveillance de la police de Londres, il enfonce le clou : "C'est un fiasco complet : seulement 3% [des vols sur la voie publique] sont résolus par la vidéosurveillance" (1).

Libertés sous contrôle

La solution aux risques discriminatoires pour les individus filmés et aux pratiques voyeuristes auxquelles pousse l'ennui de la tâche de surveillance passe par la rédaction d'une charte et la création d'une commission de déontologie, dont on ne connaît ni les moyens ni la latitude d'action. Quant aux habitants, ils pourront avoir leur mot à dire à travers

les conseils de quartier. Pas sur le bien-fondé de la vidéosurveillance, bien sûr, mais à la marge, sur les emplacements des nouvelles caméras. Si l'inflation des caméras participe au caractère anxigène que peut prendre notre espace quotidien où "chaque citoyen est placé en position de suspect permanent" (2), cette évolution contribue aussi à l'accoutumance de toutes et tous à vivre dans un environnement sous surveillance généralisée que facilitent les développements technologiques (numérisation, fichiers et réseaux informatiques, téléphones portables, géolocalisation par satellite et bientôt puces à radio-fréquence). Le deuxième objectif du plan préfectoral énonce la nécessité de "faciliter la gestion de l'ordre public" et "d'assurer la protection des institutions et des établissements sensibles" face aux "manifestations revendicatives" : à l'heure de la contestation de sommets internationaux (OMC, G8...) ou des révoltes des banlieues, le développement de la vidéosurveillance peut alors se révéler comme un des éléments d'une politique de contrôle social.

BRUNO MARTIN

(1) The Guardian, respectivement 26 juin et 6 mai 2008. Voir aussi E. Heilmann, dans « La frénésie sécuritaire » (dir. L. Mucchielli, La Découverte, 2008).

(2) « Contre la liberté surveillée - guide de la vidéosurveillance », Ligue des Droits de l'Homme.

On n'a pas tous les jours 20 ans

● La Page fête son vingtième anniversaire. Comment est né le journal de quartier ?*

Après l'élection présidentielle de 1988, un groupe de quatre anciens militants du 14e des comités Juquin (candidat dissident PCF) se demande que faire dans le quartier : "Pourquoi ne pas créer un journal local pour prendre la relève du 14e Village (1977-1983), journal associatif qui a su mener à bien les luttes militantes - notamment contre la radiale Vercingétorix et son cortège de démolitions - pour sauvegarder un urbanisme à visage humain ?"

Vingt ans après, que pensent leurs initiateurs de cette grande aventure ? Nous l'avons demandé à deux des fondateurs, Bruno Negroni et Omar Slifi. Réponses mêlées.

Les débuts du journal : "Le premier numéro (daté de décembre 1988) fut réalisé aux ciseaux et à la colle : quel boulot ! On n'a pas recommencé : la réalisation de la maquette suivante fut confiée à l'imprimeur. Et le numéro 3 bénéficia du savoir-faire en PAO d'un copain. Les articles n'étaient pas signés ; nous étions dans une philosophie gauchiste de non appropriation. L'idée de départ était d'accueillir des tendances diverses, de ne pas être sectaires : d'ailleurs, dès la réunion de lancement, les quatre du départ se sont trouvés débordés par le succès de celle-ci, qui a réuni une vingtaine de personnes, avec des intérêts très



Vente sur le marché Daguerre en 1994, avec Bruno Negroni (à gauche). (PHOTO : J.K. ABRAHAM)

variés. A nos débuts, la réglementation, on s'en moquait. Ainsi, le nom du directeur de publication changeait à chaque numéro et nous organisions des videgreniers et des fêtes sans autorisation."

Pas de sujets tabous ? "Les sujets naissaient surtout des préoccupations des uns et des autres. Les thèmes des premiers numéros : l'invasion des enseignes et de la publicité dans nos rues (déjà !) et des sex shops, rue de la Gaîté ; la présence d'une secte dans notre quar-

tier, La Nouvelle Acropole qui sera obligée de déménager (mais nous ne sommes pas les auteurs du plastilage de leur local !)."

Un "journal indépendant de Chirac et de Félix Potin", comme ils s'en revendiquent ? Et, pourtant, les tout premiers numéros n'étaient pas hostiles à la pub : "Beaucoup de pub récoltée auprès des commerces de

proximité, car, au démarrage, nous ne savions pas si nous aurions les moyens financiers pour continuer. C'était même sympa de démarcher les commerçants du quartier, de discuter avec eux, de voir comment ils s'impliquaient dans la vie du 14e. En revanche, nous avons toujours refusé les subventions pour garantir « un journal farouchement indépendant. » Dès le n°3, La Page se vend à plus d'un millier d'exemplaires. L'équilibre financier a toujours été assuré."

Et les articles de copinage ? "Il n'y en avait pas plus qu'aujourd'hui et la question se posait peu : nous évoquions un restaurant que nous avions apprécié ou pouvions parler d'un livre, certes écrit par un copain mais que nous jugions intéressant. C'est normal et pas gênant à l'échelle d'un journal de quartier."

Y-a-t-il eu des clash ? "Il y eut des tensions qui ne mirent cependant jamais le journal en péril. Dès le début de la seconde année, nous vécûmes une sorte de scission entre deux groupes. Nous ne réussissions pas à fonctionner en acceptant que chacun vienne là pour des raisons différentes. Ce qui faisait pourtant la richesse du groupe. Certains sont plus politiques, d'autres plus quartier. Sans omettre ceux qui privilégient le plaisir d'écrire. Puis surgirent d'importantes divergences de vue autour de la guerre du Golfe au printemps 1991 : en parler ou pas dans le journal ? La guerre s'arrête-elle aux frontières du 14e ?"

Pourquoi sont-ils partis ? "Si j'ai quitté, explique Omar, c'est que je trouvais cela répétitif ; je n'éprouvais plus le

même plaisir à participer." Même chose pour Bruno même s'il trouve "formidable que cela continue".

Leur regard actuel sur La Page ? Tous deux jugent le présent journal fidèle à l'esprit originel : "Créer du lien entre les gens, favoriser les échanges et constituer un pont avec le monde associatif. L'arrivée de militants d'Urbanisme et Démocratie, en 1997-1998, a renforcé nos liens avec le monde associatif du 14e. Enfin, il faut reconnaître qu'au début, La Page, malgré son esprit d'ouverture, hasard ou non, était plutôt "un truc de mecs", ce qui a peut-être changé actuellement."

Sous les pavés, La Page !

L'EQUIP'PAGE

* En juin 1999, nous faisons paraître un supplément de 4 pages pour les 10 ans du journal dans lequel nous imaginions le quartier dix ans plus tard, en 2009 (nous y sommes !). Voir La Page n° 43 (encore quelques exemplaires disponibles sur demande).

La Page rencontre ses confrères

● Faire vivre l'information alternative locale, une gageure ?

La Page a été conviée par l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (Adels) et sa revue Territoires aux XIèmes Rencontres de la démocratie locale les 28 et 29 novembre à Ivry : environ 900 participants, 5 conférences, 23 forums, dont celui mentionné en titre, 29 ateliers. Seul journal parisien représenté, La Page a pu partager ses expériences avec Le Potiron de Montreuil, Le Torchon dauphinois, La Lettre à Lulu de Nantes, Les Idées vertes de Chateauroux ou autres journaux locaux de Tours, Blois, Rennes, Roubaix, Villeneuve d'Ascq ou du Québec. Et aussi quelques représentants de blogs ou de télévisions locales. Tous réunis par une allergie aux bulletins municipaux, toujours élogieux et à sens unique, ou aux grands quotidiens régionaux en situation de monopole et par un refus de la logique actuelle de communication et de consensus. Mais aussi par une volonté de révéler des informations souvent dérangeantes et de susciter l'expression de ceux qui ont des expériences à partager sans être journalistes ou sans avoir

l'habitude ou le courage d'écrire.

Certains journaux ont choisi le style satirique qui permet de dire des choses très sérieuses tout en s'amusant, d'autres privilégient la qualité et la diversité de l'information. Sous la grande diversité d'objectifs, de style, de format, de tirage, généralement entre 500 et 4000 exemplaires, il existe presque partout un petit noyau pivot, qui s'enthousiasme, prend du plaisir, déprime, s'élargit ou se rétrécit.

Les uns disparaissent volontairement car ils pensent avoir atteint leur objectif, d'autres par lassitude ou à la suite de difficultés financières. Une dizaine de journaux sur les trente conviés au forum avait ainsi disparu dans l'année. Les uns acceptent des subventions tout en essayant de garder leur autonomie, d'autres, comme La Page, les refusent pour maintenir, souvent difficilement, leur indépendance. Sans rechercher à être nécessairement "alternatif", tous veulent faire connaître ce qui bouge, encourager de nouvelles plumes et tisser des liens réguliers avec leurs lecteurs.

DOMINIQUE GENTIL

Les atouts du collège Giacometti

● En mars, il faudra remplir les dossiers d'inscription scolaire.

Et si le « bon collège » était près de chez vous ?

Quelle chance d'avoir un collège près de chez soi, d'éviter les longs trajets vers des établissements que certains pourtant jugent plus prestigieux ! Giacometti, créé en 1993, offre un cadre de travail agréable et sûr, loin des grandes voies de circulation. Il dispose de nombreux atouts : le choix de langues proposées ; des classes à effectifs réduits ; des dispositifs diversifiés pour aider les élèves à travailler le soir, des locaux accueillants, vastes, bien équipés et entretenus. Grâce au travail de fond de l'équipe, les résultats au brevet ont progressé de près de 15 % en cinq ans (83 % cette année).

L'équipe pédagogique, forte de son expérience, organise de nombreuses sorties dans Paris (musée du quai Branly, auditorium du Louvre, château de Versailles, Palais de la découverte, etc.) et des voyages à l'étranger (Cologne et Londres) ou à la montagne en février. Le projet "Collège au cinéma" permet aux élèves d'aller voir en salle des films qui ont marqué l'histoire du cinéma que les enseignants ont plaisir à exploiter de façon interdisciplinaire.

Profil et projets

En fin de troisième, le point fort est mis sur l'orientation pour que chacun trouve, après les "années collège", la formation la plus adaptée à son profil et à son cursus. Les élèves qui s'orientent vers une formation professionnelle le font en connaissance de cause après un long entretien avec la direction, le professeur principal et les parents et parce qu'ils ont un projet motivant : écoles d'art (photographie, verrerie, arts appliqués, design), métiers de bois, métiers de la restauration ou de la petite enfance etc.

Cependant, la très grande majorité des adolescents encore indécis en troisième

et désirant poursuivre des études longues choisit une seconde générale. Depuis l'an dernier, la nouvelle procédure d'affectation informatisée s'est traduite par un plus grand brassage qu'auparavant. Les élèves de Giacometti ont été affectés dans les lycées Montaigne, Lavoisier, Rodin, Monet, Fénelon, Paul Bert voire même Louis Le Grand ou Henri IV pour les meilleurs d'entre eux.

Se construire dans son quartier

Ce n'est pas en le faisant quitter son quartier pour un autre établissement que l'on aide un jeune à se construire pendant ses années d'adolescence : il a, au contraire, besoin de liens entre sa vie de collégien et sa vie sociale hors du collège. La vraie question n'est pas de chercher ailleurs si c'est mieux mais de tout faire pour que son collège de quartier permette à chaque élève de réussir pleinement sa scolarité.

Au cours de ces dernières années, Giacometti a su s'ouvrir et tisser des partenariats avec les structures de proximité. Ainsi, cette année, les professeurs d'histoire de 3ème et leurs élèves sont associés au projet Mémoire de la Résistance de l'association Florimont. Dans le cadre du foyer socio-éducatif se développent des activités complémentaires (improvisation théâtrale, percussion-Batucada, chorale, vidéo,...) qui ont vocation à rejoindre les nombreuses animations du quartier (carnaval, fête des Thermopyles, fête du Centre Vercingétorix). La Principale rencontre aussi les familles dans les autres écoles pour mieux faire connaître le collège.

Tout élève qui a suivi sans difficulté majeure sa scolarité au primaire poursuit assez naturellement sa progression au collège Giacometti dans une bonne ambiance : quelques élèves de l'atelier

vidéo ont décidé de le montrer à travers un reportage réalisé au collège l'an passé avec Aurélien leur animateur (grâce au financement d'une caméra vidéo par le conseil de quartier). Au-delà des projets pédagogiques, l'équipe éducative a su établir des liens de confiance avec les familles et les élèves. C'est la clef de la réussite. N'est-ce pas un signe encourageant que de voir l'enthousiasme des nouveaux élèves de seconde revenus à Giacometti, en octobre dernier, pour recevoir autour d'un "pot convivial", leur diplôme de brevet ?

Et si dorénavant, les habitants du quartier Pernety avaient à cœur de mieux faire connaître la réelle qualité de ce collège de quartier ?

S. PONS, PROFESSEUR AU COLLÈGE GIACOMETTI
ET M.H. THOMAS, PARENT D'ÉLÈVES

Jazz à Malakoff

Abolissez la frontière ! A pied, en vélo ou en bus, franchissez la périphérie ! Découvrez, au fond d'une cour prolétarienne, l'adresse secrète d'une association de jazz-fêteurs : La Fabrica'son. C'est une vraie scène de jazz et de musiques improvisées animée par des musiciens dont l'objectif est d'offrir à des artistes talentueux mais peu connus un lieu d'expression et de création. La programmation est mijotée et variée. Les musiciens invités ont l'esprit d'aventure et le goût de la générosité. Un quatre pages mensuel (gratuit) leur est consacré. Ancien garage ou atelier d'artisan, le lieu est rustique, élémentaire et parfaitement tenu. Si votre délicatesse l'impose, emportez votre



coussin ! Les tarifs sont démocratiques et les horaires familiaux. En plus du concert mensuel (un dimanche à 16h00), La Fabrica'son organise des jam-sessions à 20h30 : jazz, le 1er jeudi du mois ; musiques improvisées, le 3ème jeudi du mois. Il s'agit d'un vrai lieu de rencontres et de découvertes.

FRANÇOISE COCHET

La Fabrica'son fait son festival

Vendredi 6 février à 20h30, Nuts Quintet : trompettes, batteries et contrebasse.

Samedi 7 février à 20h30 au conservatoire de Malakoff, les élèves du conservatoire et Eric Lohrer Quartet : saxophones, guitare, contrebasse, batterie.

Dimanche 8 février à 16h00, Sylvain Del Campo Quartet : saxophone, piano, contrebasse, batterie.

La Fabrica'son - 157, bd Gabriel-Péri 92240 Malakoff, tél : 01 47 35 18 10 www.fabrica-son.com - mail : info@fabrica-son.com

Comptes rendus de mandat Soupes démocratiques !

● Selon les discours de la Mairie, les Parisiens sont responsables, solidaires, et acteurs...
Dans les faits, c'est le doute ou l'incertitude qui règne.

Cinq réunions de bilan se sont tenues à l'automne-hiver 2008. La Page a assisté à certaines. Pierre Castagnou les avait placées sous les auspices de la concertation et de l'échange citoyen qui forment l'un des axes de la nouvelle mandature. Dans la pratique parisienne et dans celle du 14e en particulier, la démocratie participative est-elle plus qu'un slogan pré-électoral ?

Le 26 novembre, au Centre social Maurice Noguès de la Porte-de-Vanves, après avoir salué, avec insistance, la jeunesse du nouveau conseil municipal, Pierre Castagnou a rappelé ses trois priorités d'action : logement social, développement durable, économie et emploi. Pour le logement à Paris, le 14e est loin d'être dans la plus mauvaise situation mais les crédits de l'Etat décroissent. La mairie tente de pallier cette baisse et quelques programmes sont déjà réalisés (Gaité) ou en cours de réalisation (Jourdan/Père Coirentin ; nouvelle maison-relais avenue de l'Observatoire ; Gergovie ; Daguerre ; Château). Quatre ou cinq autres projets verront le jour aux Thermopyles, sur le boulevard Edgar-Quinet, rue Raymond-Losserand, rue Lodin ou encore place Denfert-Rochereau.

Vers un urbanisme durable ?

Les projets d'urbanisme posent question aux habitants : Porte-de-Vanves notamment où sont prévus un jardin de 6000m², un mail piétonnier et la couverture du périphérique... Face au chœur des doléances à propos des travaux, le maire aura cette réponse imparable : "La couverture du périphérique a effectivement pris du retard pour des raisons de non conformité de l'appel d'offres aux normes européennes". La salle s'anime : Pas conforme ? Ben oui... Quel manque de rigueur pour des affaires aussi fortement encadrées que les appels d'offres, qui plus est européens ! Pour l'instant l'aménagement Malakoff-Vanves reste donc provisoire. Concernant Broussais, le réaménagement des friches est porté par l'ambition d'en faire un vrai quartier. Mais ce projet, lourd, dépend des négociations avec l'AP-HP et demandera du temps (plusieurs mandatures). Ce qui est acquis, c'est un centre culturel dans l'actuel pavillon Descartes. Une concertation s'ouvrira cette année sur le sujet. D'autres grands chantiers sont prévus comme celui de l'aménagement de l'avenue du Général-



Les projets d'urbanisme posent question aux habitants. (PHOTO : FRANÇOIS HEINTZ)

Leclerc. Cette artère, qui voit passer plus de 45 000 automobiles par jour, véritable "autoroute urbaine" dégage toutes sortes de pollutions... Une importante et difficile concertation devrait accompagner ce réaménagement car la ville n'y est pas chez elle ; l'avenue est un axe rouge, donc dépendant du ministère de l'Intérieur. Sur ces sujets d'urbanisme, les habitants restent sur leur faim.

Beaucoup de questions

Pourquoi tant de difficultés dans la gestion du centre Maurice Noguès ? Quelles réponses apporter aux problèmes de drogue boulevard Brune ? Et quid de l'aménagement de la petite Ceinture ; ce projet sera-t-il pensé comme un ensemble ? Enfin, peut-on encourager le tri collectif par des sessions de sensibilisation ? A toutes ces questions, Pierre Castagnou et son équipe répondent que la mairie y travaille déjà concrètement. Par contre, pour le centre Maurice-Noguès, géré par des associations, une solution concertée est en cours. Une personne s'inquiétant par ailleurs que rien ne soit fait pour ceux qui souffrent d'Alzheimer, Pierre Castagnou rappelle que notre arrondissement accueille un nombre important de ces malades. Par contre, sur la gestion des problèmes de drogue et d'insécurité, l'adjointe au maire en charge des questions de sécurité, Marie-Louise Padovani, argumente "en boucle" sur le fait (bien réel) que la mairie n'a pas de pouvoir de police. Certes, mais pourquoi ne pas rechercher ici à élaborer un véritable travail avec les acteurs sociaux, les services de soin, d'insertion, de culture ? Et s'inspirer du travail qui est réalisé par une association installée dans le quartier Brune-Vanves "Afrique Partenaires Services". Une de ses représentantes témoigne que la sécurité est en effet favorisée par l'environnement (présence de commerces, d'associations), par les actions en faveur du lien social ou de la mixité. A cela, l'adjointe en charge de la politique de la ville, Carine Petit, confirme que c'est bien ainsi que la mairie du 14e conçoit son travail.

Entreprises et aides à l'emploi

La crise qui s'annonce requiert d'être encore plus vigilant sur le terrain de l'emploi, d'une part en favorisant l'installation des entreprises dans

l'arrondissement (ouverture d'un pôle PME rue Raymond Losserand) et, d'autre part, en renforçant les structures d'aide à la recherche d'emploi (forums pour l'emploi, action conjointe du Ministère, de la mission locale et de l'ANPE...) et la création de structures de réinsertion (Régie de quartier Flora Tristan : cf La Page n°79). Le Relais Emploi du 14e s'adresse quant à lui aux chômeurs de longue durée sans qualification et se tournera en 2009 vers les mères de familles monoparentales. Ces dernières actions en faveur de l'emploi mettent à contribution tant les services municipaux que les acteurs locaux.

Le 1^{er} décembre à 15 heures, la salle des mariages est pleine. Majorité de cheveux blancs et gris car la séance est destinée prioritairement aux personnes ne souhaitant pas assister à des réunions nocturnes. Le maire, entouré d'une dizaine d'élus de la majorité, rappelle les trois engagements de la nouvelle mandature et les premières actions entreprises. Il répond ensuite avec ses adjoints à deux questions envoyées par Internet et à une quinzaine d'autres posées par la salle. Les unes, très personnelles, par exemple sur des dossiers de logement, sont renvoyées à de futurs rendez-vous auprès des adjoints ; d'autres obtiennent des réponses directes : propreté, difficultés des handicapés, suppression des guichets du métro, sanisettes, rétroviseurs des vélibs, passage souterrain, désamiantage de la tour Montparnasse, rumeur sur la disparition de la prison de la Santé, espace pour les joueurs de cartes, débordements des terrasses des cafés, sens interdits... C'est la vie ordinaire d'un quartier, assez loin des grandes questions politiques. Le maire montre ses connaissances détaillées de ses dossiers, sait relier demande locale et politique nationale, répondre fermement mais sans agressivité à des propos frôlant le racisme, et conclut sur une explication chiffrée et détaillée concernant la hausse annoncée des impôts locaux.

C'est un bel exercice d'élus dans une ambiance détendue. L'information donnée, complétée par une brochure détaillée, est utile, sans susciter toutefois de véritables débats avec les citoyens. Ces rencontres, qui témoignent d'un effort exigeant en faveur de la démocratie active, doivent se poursuivre par une réelle concertation avec les conseils de quartier et les associations, regroupés dans un Cica renouvelé.

PATRICIA BAY

Immigration Au-delà des préjugés

● Nocturne spécial à la librairie "L'Arbre à Lettres", rue Boulard, en décembre dernier.
Deux livres apportent des réponses documentées aux questions posées par l'immigration.

Autour d'un guéridon chargé de leurs ouvrages, Claire Rodier et Emmanuel Terray ainsi que Carine Fouteau et Danièle Lochak, invités par la section du 14e de la Ligue des droits de l'Homme, présentent leurs derniers livres. Claire Rodier est juriste au GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés), Emmanuel Terray, anthropologue, est directeur d'études à l'EHESS. Leur livre "Immigration : fantasmes et réalités" (éditions La Découverte), regroupe des articles de plusieurs spécialistes des problèmes d'immigration et apporte des réponses aux questions les plus fréquentes : "Pourquoi partent-ils ?", "Combien coûte l'immigration ?", "Quelle intégration ?" Il tente surtout de rapporter à la réalité économique, politique et humaine toutes les idées fausses qui circulent sur le sujet et relève du fantasme quand ce n'est pas du mensonge.

L'immigration choisie

Des exemples ? L'immigration "choisie", consistant à faire venir en France des chercheurs, des diplômés, des travailleurs ultra-qualifiés, éviterait d'accueillir "toute la misère du monde". Ce qui revient à priver les pays en voie de développement des capacités et des compétences qui leur seraient le plus utile ! De plus il est reconnu que les "cerveaux" s'exilent de préférence aux Etats-Unis ou au Canada. De fait, l'accueil fait en France aux étrangers ne les incite pas vraiment à s'y installer ! Une autre idée qui court : la lutte contre les étrangers en situation irrégulière viserait à punir les passeurs et autres marchands de sommeil, mais l'essentiel des moyens est consacré aux reconduites dans leur pays des personnes qui ont été abusées par ces exploitants du malheur. Les chiffres sont maintenant connus et reconnus : le prix d'une expulsion est de 21000 euros, à multiplier par les vingt-huit mille renvois annoncés pour 2008. Un chiffre qui se

double si l'on considère les procédures d'expulsion dans les DOM - TOM. Analysant les faits, les conséquences et les fausses solutions, ce livre est aussi une réflexion sur l'incohérence de la politique actuelle et un signal d'alarme pour l'avenir car "nous ne parlons pas, ici, de politique directement liée aux questions migratoires, mais de celles qui induisent, de fait, les migrations. C'est notamment le cas des dérèglements climatiques et environnementaux d'une part, de la libéralisation non régulée du commerce international d'autre part."

Immigrés sous contrôle

Le deuxième livre présenté, "Immigrés sous contrôle" (éditions Le Cavalier Bleu), est l'œuvre de Danièle Lochak, professeur de droit à l'Université, ex-présidente du GISTI et vice-présidente de la Ligue des droits de l'Homme, en collaboration avec Carine Fouteau, journaliste et membre du comité de rédaction de la revue Vacarme. Après un aperçu historique de la longue histoire de l'immigration en France, les auteurs analysent l'état des droits des étrangers souhaitant résider en France et démontrent surtout que l'accès à ces droits devient à chaque modification des lois plus cliqué, plus exigeant et finalement violemment dissuasif. Depuis 2003, chaque parcours possible pour vivre légalement en France est hérissé d'embûches administratives. S'y ajoute le pouvoir d'appréciation laissée aux préfets. L'expérience montre que c'est le plus souvent dans une application extrêmement stricte et même sévère que les décisions sont prises, au détriment de toutes considérations humanitaires.

À fréquenter les services de la préfecture, on constate souvent que des articles de



lois dûment codifiés se modifient à coup de circulaires impromptues ou de notes de service internes, lesquelles rendent sournoisement obsolètes les procédures habituelles. Par exemple, bien que le passeport ne soit pas obligatoire pour l'obtention d'un titre de séjour, il est maintenant systématiquement exigé par les préfectures. Or, certains

consulats en France ne délivrant pas de passeport, à cause de la mise en place du passeport biométrique, il devient nécessaire pour le demandeur de retourner dans son pays afin de le faire établir. Par là-même, il perd le bénéfice de toutes les années déjà passées en France, puisque seule la dernière date d'entrée sur le territoire est prise en compte !

Des droits légitimes

Les chapitres traitant des droits légitimes des citoyens dans la famille, l'éducation, le travail, la santé informent avec précision le lecteur. Ce livre tente aussi "de faire prendre conscience des impasses d'une politique fondée sur le tout répressif et de semer les germes d'une autre réflexion". À l'heure où la crise financière met en péril toute l'économie du pays et annonce déjà une progression du chômage, il est important de comprendre les facteurs déterminants de l'immigration et de l'intégration afin que l'étranger ne devienne pas le bouc émissaire, coupable par sa seule présence de l'accroissement de la pauvreté. C'est une tentation dangereuse dont les conséquences ne sont que trop bien connues !

JACQUELINE DARTIGUES

LDH Paris 14/6 - www.ldh-paris-14-6.org - RESF Paris Sud-Ouest - www.educationsansfrontieres.org

Stella, une Anglaise dans le quartier Daguerre

D'origine anglaise, Stella vit dans le quartier Daguerre depuis plus de vingt ans. Elle y a été le témoin de nombreux changements ; elle en déplore certains. La disparition du marché couvert, par exemple, qui était un objet de curiosité et d'attraction pour de nombreux Parisiens. La fermeture de la maison de la presse ou le remplacement de petites officines anciennes et pittoresques, comme la pharmacie, par de plus grandes d'un pseudo-moderne standard. Elle se réjouit cependant du sauvetage du piano-bar la Bélière grâce à l'action déterminée des riverains, des

associations et de la Mairie. Aujourd'hui, ce qui la choque le plus est de voir des personnes survivre dans la rue. "Tout près de chez moi, il y en a deux qui dorment dehors, et encore d'autres qui sont réduits à faire la manche rue Daguerre, ce qui me bouleverse. J'aimerais que leur sort soit enfin vraiment amélioré. Ne plus les voir coucher dehors. Que le droit au logement opposable soit appliqué car c'est bien des logements qu'il faut avant tout aux sans-abri et non des centres où ils subissent les inconvénients de la promiscuité."

JOHN KIRBY ABRAHAM

Insee : halte à la Casse-stistique !

● Inquiétude pour le service public de la statistique

Insee, ce sigle est bien connu du grand public. Le siège de l'Institut national de la statistique et des études économiques, situé Porte de Vanves, fait partie du paysage du 14e arrondissement depuis 1974. L'Insee est chargé d'une mission de service public : la collecte, la production, l'analyse et la diffusion des informations statistiques officielles sur l'économie et la société française, à l'attention des administrations, des acteurs économiques ou sociaux, des chercheurs, des journalistes et des citoyens. Parallèlement à la production de chiffres-clés et d'indicateurs comme les données de la comptabilité nationale, l'indice des prix, le recensement de la population, l'Insee réalise des enquêtes auprès des ménages sur l'emploi, l'éducation, la santé, les conditions de vie... 1800 personnes travaillent sur le site de Malakoff. Environ 1500 agents de l'Insee sont également présents dans les services statistiques ministériels (Ssm). Voilà pour Paris. Deux tiers des effectifs de l'Insee - soit environ 5000 agents - sont présents dans les services régionaux et départementaux, car ses études ont souvent une dimension territoriale. Tout en étant l'une des directions générales du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, l'Insee, en tant qu'institut, dispose d'une indépendance de fait vis-à-vis du Gouvernement. Les statisticiens de la sphère publique sont très attachés à la déontologie de leur métier : confidentialité des données, cohérence méthodologique, indépendance politique et économique...



Manifestation interministérielle pour défendre l'indépendance des statistiques publiques. (PHOTO : FRANÇOISE COCHET)

Aménagement du territoire contre démocratie ?

Le citoyen que vous êtes fait-il confiance aux chiffres de l'Insee et autres services d'études ministériels ? Le Président de la République, lui, prétend n'avoir guère confiance. Il le dit haut et fort depuis deux ans, relayé par quelques-uns de ses ministres. Il porte la suspicion sur la qualité des études et fustige le "pessimisme" des prévisions. En 2007, il écarte le directeur de l'Insee pourtant réputé pour sa compétence et son sérieux. Et puis, sans concertation préalable et sans véritable projet, le Gou-

vernement annonce en septembre dernier la création d'un pôle national de statistique publique à Metz. En fait, Nicolas Sarkozy a promis à certains élus de compenser les pertes d'emplois consécutives aux restructurations militaires par la délocalisation de 5000 emplois publics d'administration parisienne. L'Insee doit payer son tribut à cette politique à hauteur de 1000 emplois à l'horizon de 2011. Le chiffre est considérable. "Délocaliser la statistique publique pour la mettre au pas ?" s'interroge le comité de défense qui s'est rapidement constitué. Les délocalisations d'organismes

publics des années 90 ont montré qu'un service délocalisé, c'est une rupture dans la vie professionnelle des agents touchés. Seulement 10 % d'entre eux environ y trouveront l'opportunité d'une nouvelle vie en province. Pour les autres, ce sera la recherche d'emploi dans le contexte d'une politique de suppression d'emplois publics, les difficultés de conversion et d'intégration, voire l'exclusion comme l'entraînerait le projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires. De plus, la délocalisation d'un service d'étude, c'est aussi inévitablement un affaiblissement pour cause de perte d'expertise, de moyens, de partenariats et d'aide.

Une mobilisation exceptionnelle

A l'appel du comité de défense de la statistique publique et avec le soutien de tous les syndicats, la mobilisation a pris rapidement de l'ampleur : tables rondes, première grève depuis 30 ans, manifestations à Paris et en régions. A tous les niveaux de la hiérarchie on souhaite défendre la qualité et l'indépendance des études. Conscient du risque de fragilisation par une telle restructuration, le nouveau directeur de l'Insee lui-même s'est employé, dans son rapport de propositions commandité par le Premier ministre, à réduire l'ampleur du projet gouvernemental en l'orientant plutôt vers une rationalisation nécessaire et le regroupement progressif de certaines activités à l'horizon 2013. Une pétition qui demande l'abandon du projet a déjà recueilli le soutien de nombreuses personnalités scientifiques sur le site www.sauvonslastatistiquepublique.org

Une indépendance à défendre au quotidien

Outre ce projet de délocalisation, les agents des services ministériels dénoncent la multiplication des dysfonctionnements : retards et blocages de la publication et de la diffusion des travaux, suppression des conférences de presse, interprétations spéculatives, emprise croissante du politique, plus soucieux de communication que d'information statistique indépendante. Alors même que cette indépendance a contribué à la réputation de fiabilité et de sérieux de la statistique publique française. Le statut de fonctionnaire protège normalement les statisticiens de l'Insee des chantages à l'emploi ou des pressions salariales. Cependant, ces garanties apparaissent

CINÉ ATAC

Lundi 2 mars à 20 heures aux 7 Parnassiens, 98 bd du Montparnasse, Atac vous propose "Le silence de Lorna" de Jean-Pierre et Luc Dardenne, suivi d'un débat sur les migrations.

La plage de la rue Daguerre



Tournage du film «Les plages d'Agnès» (Varda).

Cercle de résistance

Rappelons que le cercle de résistance poursuit son action de soutien aux migrants sans papiers : rassemblement chaque dernier jeudi du mois (18h30 - 19h30) devant le RER Denfert-Rochereau.

Juriscafé aux Cercles bleus Les migrants dans le dédale du système judiciaire

L'émigration, question politique ou question de justice ? L'étranger sans papier, face à la justice : un parcours semé d'embûches, un combat inégal, une justice déshumanisée... ainsi était annoncée la rencontre avec Maître Noguères, avocate et membre de la Ligue des Droits de l'Homme, invitée du "juriscafé" le jeudi 4 décembre dernier, pour ce rendez-vous mensuel proposé par le restaurant Aux cercles bleus.

Face à la politique actuelle du gouvernement fondée sur le chiffre et l'immigration choisie, et face aux lois récemment votées qui rendent de plus en plus difficiles les recours à la justice pour les migrants sans papiers, le système judiciaire permettrait toutefois la garantie de certaines libertés et de certains droits, voire se révélerait un contrepoids efficace contre les procédés des préfetures. Car, si les mesures gouvernementales à l'égard des migrants doivent être combattues par la lutte politique, la vie de chacun d'entre eux appelle à recourir à tout ce qui peut dans notre législation permettre l'obtention de papiers, sans lesquels le migrant se voit expulsé au risque de sa vie.

Un durcissement des lois

Expliquer à un public non expert la multiplicité des procédures du triple système judiciaire (administratif, pénal et civil) n'est pas une mince tâche ! Du labyrinthe du droit où nous a entraîné Maître Noguères, voici quelques éléments frappants et quelques pièges à éviter.

En plus des arrêtés de reconduite à la frontière émis lors d'un contrôle d'identité, il y a maintenant des OQTF (Obligation de quitter le territoire français) prononcées après refus de délivrance du titre de séjour et dont la procédure devant le tribunal administratif est essen-

tiellement écrite, l'audience ne permettant que des observations verbales rapides. On a vu l'an passé le piège dans lequel sont tombées nombre de personnes sans papiers en déposant leur demande de régularisation à la Préfecture, puisque beaucoup ont reçu en réponse un avis d'OQTF. Et, bien que ce ne soit pas la garantie d'une issue positive, tous n'ont pas bien lu le document spécifiant qu'ils devaient répondre sous 30 jours, ni vu, écrite en tout petits caractères, la possibilité de "saisir le tribunal administratif tout de suite".

Autre pratique révoltante : alors qu'il est possible de demander l'asile politique dès l'arrivée en France, y compris dans les zones d'attente où il y a des permanences de l'ANAFE (Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers), il y a maintenant des refoulements effectués sur la passerelle de l'avion, donc avant même que le migrant n'arrive en zone d'attente.

Garanties de défense menacées

Dans les centres de rétention, la Cimade (Comité inter-mouvements auprès des évacués) offre son soutien aux nouveaux arrivés, sauf que les vendredis soir et week-end elle n'y est pas présente, ce qui est catastrophique pour les personnes qui auraient besoin d'adresser un recours d'urgence. La présence de la Cimade dans les centres est menacée, comme nous avons pu l'entendre récemment dans les médias. Un avocat peut envoyer un recours par fax, donc sans la signature de l'intéressé. Toute autre personne peut faire le recours à condition de pouvoir se déplacer pour le faire signer par la personne concernée.

Pendant la durée de rétention (32 jours

en France, la plus courte en Europe) c'est le juge des libertés, un "civil", qui doit statuer sur la validité de la rétention. Mais ses pouvoirs ont été réduits. Si le délai de garde à vue au commissariat n'a pas été respecté, le juge des libertés peut faire sortir le migrant du centre. Autre piège, si le migrant a son passeport, il risque d'être reconduit à la frontière. C'est pourquoi les policiers font tout pour récupérer le passeport en téléphonant à la famille, et quelquefois par des perquisitions. Pourtant, c'est le passeport qui est nécessaire pour pouvoir sortir du centre sous assignation à résidence de cinq jours, durée accordée pour que le migrant organise lui-même son départ de France !

Pour répondre à une question du public sur l'influence de la législation européenne, Maître Noguères se prononce, sans en faire une conclusion, pour un travail militant en amont des votes au niveau de l'Europe, car "bien des députés ont voté des lois sans en connaître la teneur...".

L'accueil était chaleureux dans la petite salle du restaurant Aux cercles bleus... sans aucune obligation de consommer !

Dates des prochains débats : www.auxcerclesbleus.com

ELZA OPPENHEIM

" Restons groupés ! "

C'est le mot d'ordre des statisticiens et une condition pour l'élaboration d'enquêtes de qualité. Pour concevoir et conduire l'enquête Insee auprès des sans-domicile, un comité de pilotage a rassemblé représentants de l'Institut national des études démographiques (Ined), de la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf), du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (Cerc), de l'Observatoire national de la pauvreté, des services d'études des ministères en charge de la santé, du social, du logement. Des réunions ont été organisées avec des associations d'aide aux sans-abri : Secours catholique, Emmaüs, FNARS (fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale, qui regroupe 80 % des associations), dont les sièges sont à Paris. Deux à trois réunions par semaine avec d'autres services de l'Insee ont été nécessaires pour la mise en place pratique de cette enquête qui fait aujourd'hui référence (cf. sur www.insee.fr, la revue Economie et statistique n° 391-392, 2006).

aujourd'hui insuffisantes. Les organisations syndicales et les associations de statisticiens publics ont saisi le Parlement pour demander l'inscription dans la loi de l'indépendance professionnelle des services publics d'études statistiques. C'est la confiance des acteurs sociaux et des citoyens qui est en jeu.

FRANÇOISE COCHET

L'AMOUR DE LA TERRE

Décidément, le monde paysan attire regards et commentaires. Pierre Josse, rédacteur en chef du Guide du Routard et photographe, vient de publier "Paysans sans frontières", un album rassemblant plus de 300 photos dans 40 pays, mises en valeur par les textes de Bernard Pouchèle, son compagnon de vagabondage. Un tour du monde de l'agriculture loin du 14e où Pierre a son ancrage ! "Paysans sans frontières" de Pierre Josse et Bernard Pouchèle. Editions Lucien Souny, 183 pages (octobre 2008). 29 euros.

Cité internationale universitaire

L'orchestre symphonique fêtera-t-il ses vingt ans ?

● Depuis 1989, le 14e est doté d'un des trop rares orchestres de formation français : l'Orchestre de la Cité internationale universitaire de Paris (l'OCIUP). Son avenir proche est menacé.

Les musiciens bénéficient avec l'OCIUP d'une passerelle bien rare et bien précieuse à une période charnière de leur vie, entre études et carrière. Ceci explique l'appellation d'orchestre de formation. Cet ensemble, dirigé par Adrian McDonnell, réunit de jeunes instrumentistes (internationaux et français) en fin d'études supérieures de musique. C'est pour eux un véritable tremplin juste avant qu'ils n'intègrent, pour certains, de grands orchestres français ou étrangers. Pour ces jeunes, dit leur chef, "c'est une première occasion de jouer au sein d'un orchestre symphonique professionnel et d'aborder le répertoire symphonique des 19e et 20e siècles ainsi que des créations contemporaines".



(Photo: D.R.)

Créations et répertoire

Camille Hefnaoui, jeune violoniste à l'OCIUP depuis un an et diplômée du CRR (conservatoire à rayonnement régional) de Boulogne-Billancourt, précise : "Nous abordons des œuvres contemporaines qui nous permettent de découvrir le paysage musical d'aujourd'hui et de nous habituer au nouveau langage musical. Nous jouons aussi de grandes œuvres du répertoire symphonique qu'il est essentiel de connaître car nous serons forcément amenés à les rejouer dans le futur". Elle ajoute : "Notre chef est quelqu'un qui connaît très bien son métier et son orchestre. Il a des idées musicales très précises sur toutes les œuvres que nous travaillons et il sait comment nous amener à les réaliser. Avec lui, le travail est très motivant, les répétitions sont structurées et il est très précis dans tout ce qu'il nous demande. Grâce à lui, nous faisons un travail abouti".

Les instrumentistes et solistes sont recrutés en fonction du répertoire choisi pour les concerts et des départs nécessairement plus

fréquents ici que dans d'autres ensembles. Ils bénéficient de la présence de chefs assistants qui les font aussi répéter et qui dirigent certaines œuvres les jours de concert. Les œuvres jouées sont précédées d'une présentation à l'attention du public et, dans la mesure du possible, les créations sont données en présence des compositeurs. McDonnell, très ouvert et pédagogue, souhaiterait pouvoir associer les élèves des écoles du 14e aux répétitions de l'orchestre qui ont lieu le soir à la Cité internationale. Ces répétitions se déroulent avec l'appui de musiciens de l'Orchestre de Paris qui font travailler les jeunes par pupitres ou par famille d'instruments. Enfin, le Chœur de la Cité, dirigé par Éric Colard, est composé d'une centaine d'amateurs : il est toujours associé à une œuvre du programme donné par l'orchestre.

Problèmes de budget

Le calcul du budget d'un orchestre de formation n'est pas anodin : au coût de

fonctionnement, il faut ajouter les cachets des nombreux musiciens. Chaque concert est donné deux soirs de suite et nécessite huit répétitions. A cela s'ajoutent la rémunération des solistes, les droits d'auteurs et autres frais de partitions. Sachant que le coût de l'OCIUP en répétition est estimé à 60 euros par minute (soit 1 euro la seconde !), il est facile d'imaginer que rien n'est laissé au hasard. Or 100.000 euros manqueraient à ce jour à l'orchestre pour passer sereinement l'année 2009. Faute de subventions suffisantes pour couvrir un budget annuel estimé à 300.000 euros, l'orchestre risque de ne pas passer le cap de ses vingt ans. Adrian McDonnell est sur tous les fronts.

Les concerts de mai seront-ils possibles et les jeunes artistes professionnels en herbe pourront-ils continuer leur apprentissage en nous faisant partager leur enthousiasme ? Rendez-vous aux concerts de février pour entendre ces 90 musiciens prestigieux dirigés par A. McDonnell, ses chefs assistants et le chef de chœur de la Cité entouré de ses choristes. Le tout, à nos portes, sous la coupole du théâtre de la Cité internationale à l'acoustique irréprochable. Notre présence à ces deux concerts sera un soutien déterminant.

CÉCILE RENON

Parcours d'un chef

Créé en 1989, cet orchestre de 75 à 90 musiciens est dirigé par Adrian McDonnell, chef américain talentueux et rigoureux de 50 ans qui s'y consacre avec dynamisme et professionnalisme depuis 1990. Après avoir étudié le violon, Adrian McDonnell, directeur artistique et chef d'orchestre, s'est formé en Caroline du Nord puis au New England Conservatory de Boston. Une bourse de la Fondation Boulanger lui permet de

venir étudier la composition en France. Il poursuit ses études de direction d'orchestre à l'École normale de musique et au CNSM de Paris puis est nommé lauréat chef d'orchestre de la Fondation Y. Menuhin. Adrian McDonnell enseigne aussi la direction d'orchestre au conservatoire du 15e arrondissement depuis dix ans.

Programme des 4 et 5 février 2009 à 20h30 : œuvres de Schubert (création mondiale), Merlet, Franck et Schumann (Symphonie N°2). 14€ pour les rési-

dents des 13e et 14e, 10€ pour les moins de 30 ans et 21€ pour les autres. Réservations : 01 43 13 50 50 - Bureau : 01 44 16 65 16 (de 15h à 18h).

Théâtre de la cité internationale

S'ouvrir sur la Cité et sur la ville

Pascal Henrot, co-directrice depuis 2000 de Paris Quartier d'été, vient d'entrer en fonction à la direction du Théâtre de la cité internationale. Si la précédente directrice, Nicole Gautier, a œuvré inlassablement à la découverte de jeunes talents, Pascale Henrot a pour ambition de faire de ce théâtre un lieu ouvert sur la Cité et ses résidents comme sur la ville. La nouvelle directrice s'emploie donc actuellement à travailler avec ses nombreux partenaires : Fondation de la Cité universitaire, Ville de Paris, ministère de la Culture, et toutes les maisons de la Cité, en vue de la future programmation. Elle souhaite tout particulièrement que le Théâtre de la Cité internationale, par ses propositions, permette au public de profiter davantage des ressources de toute la Cité universitaire, en particulier de son parc. Elle a également en projet le développement des liens avec les communes avoisinantes, Gentilly, Montrouge, Malakoff et avec les habitants du 14e. Le nouveau programme commencera en avril prochain, faisant toujours la part belle à la danse, au cirque, aux marionnettes, au théâtre, et continuera à favoriser la création contemporaine.

Désormais, il y a deux temps dans la programmation, la "saison d'été" (avril à août), et la "saison d'hiver" (octobre à mars). La saison estivale se déroulera en extérieur dans le parc et dans les différentes maisons de la Cité. Elle propose aussi des événements investissant l'ensemble de la Cité. Pour cet été, le cirque sera au rendez-vous pour accueillir petits et grands, un "public familial", comme le souhaite Pascale Henrot. Un billet couplé "Théâtre et Piscine" devrait permettre un élargissement de la fréquentation de ces deux établissements de la Cité.

De nombreux projets sont en gestation comme celui de faire venir, en octobre, la chorégraphe Mathilde Monnier, pour une création autour d'ateliers mêlant enfants et adolescents. Mais, explique Pascale Henrot, "il faut mener toutes ces activités malgré de sévères contraintes financières, le budget de production artistique du Théâtre de la cité internationale étant très modeste." Rendez-vous donc à la rentrée d'octobre pour découvrir ce que nous réservera la saison 2009-2010.

Programme : www.theatredelacite.com. E.O. ET M.O

Notre monde en question

● Expositions Raymond Depardon et Paul Virilio à la Fondation Cartier

Le titre paradoxal de l'exposition, "Terre natale - Ailleurs commence ici", interpelle le visiteur sur les questions de l'enracinement et du déracinement, plus que jamais d'actualité. Nous sommes conviés, à "un dialogue contradictoire entre Raymond Depardon, cinéaste et photographe [...] qui a fait le choix du politique et du poétique et Paul Virilio, urbaniste et philosophe, qui, depuis longtemps, travaille sur la vitesse, l'exode, la fin de l'espace géographique, la pollution des distances".

Au rez-de-chaussée, on peut voir deux films spécialement créés pour l'exposition par Raymond Depardon et, au sous-sol, deux dispositifs vidéo à écrans multiples conçus par des artistes et architectes américains à la demande de Paul Virilio. Pour son film "Donner la parole", Raymond Depardon a recueilli la parole de paysans ou nomades, au Chili, au Brésil, en Bolivie, en Ethiopie ou en France. Menacés de disparaître dans la mondialisation, ils disent leur attachement à leur langue ou à leur terre : "Je suis née dans ma langue" dit une femme. La projection est de taille monumentale, comme en hommage à la force de résistance de ces hommes et femmes laissés pour compte par les logiques économiques. Dans une autre salle, le "Tour du monde en quatorze jours", est une sorte de journal sans parole réalisé par Raymond Depardon au fil d'un voyage dans sept capitales, de

Washington au Cap en passant par Hô Chi Minh-Ville. On peut lire dans le catalogue : "Venant de parcourir le monde pour donner la parole aux minorités menacées, j'ai éprouvé le besoin d'affronter le monde qui est le mien, celui de la maladie de la vitesse que dénonce Paul Virilio".

Dans la grande salle du sous-sol, Paul Virilio s'adresse au visiteur, dans une séquence vidéo où on le voit marcher dans une rue déserte qui ressemble au passage d'Enfer. A travers son discours et les innombrables écrans vidéo, il questionne la notion même de sédentarité. "Ailleurs commence ici", l'avenir même de la notion de terre natale est menacée par les exodes provoqués par la mondialisation et le changement climatique, puisqu'on estime que plus de 200 millions de personnes seront forcées de se déplacer d'ici à 2050. Dans la petite salle, un dispositif vidéo circulaire, d'une dimension impressionnante, offre une visualisation dynamique des migrations et de leurs causes. Des cartes, des schémas et des données textuelles viennent s'inscrire sous l'impulsion d'une sphère grondante qui efface et réécrit en roulant les bouleversements de notre monde.

ELZA OPPENHEIM

Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261 bd Raspail. Jusqu'au 15 mars 2009, de 11h à 20h sauf le lundi, entrée 6,50 euros, tarif réduit 4,50 euros

Redécouvrez le métro

Voyages en roman noir

Dans son dernier roman noir (1), Jacques Bullo abandonne ses thèmes scientifiques (2) pour nous entraîner dans le monde souterrain du métro, en suivant le trajet Amour, Raspail, Vavin... "A l'entrée de la station, sur le panneau Direction Porte de Clignancourt de la RATP, une main anonyme avait élégamment calligraphié et souligné, blanc sur fond bleu marine, le mot Amour, transformant ainsi la ligne quatre en un parcours poétique". A travers les amours d'une tireuse de portefeuilles et d'un cadre licencié d'une boîte de consulting qui largue les amarres d'une vie conventionnelle, c'est tout un monde de pickpockets, de musiciens, de graffeurs, de poètes, de réseaux de dealers et de tagueurs du PeTAR (RATP en verlan) qui nous est révélé. Un monde d'amitiés, de débrouilles, de rivalités et de vengeances mortelles.

Le Paris de surface resurgit de temps à autre, avec ses bistrotts de quartier autour

de Montparnasse ou le marché Poulet dans le 18e. "Des odeurs d'épices, de poisson séché et de viandes fraîches montaient des étals. L'on se croirait au marché de Bamako. A côté des étalages de fruits et de légumes, des femmes assises sur des pliants ou des caisses, vendaient des tubes d'onguent, des boîtes métalliques pleines de pommades et de crèmes miracle qui éclaircissent le teint, décrépissent les cheveux, font maigrir ou font n'importe quoi mais, à coup sûr, rendent belles des femmes qui y croient".

Au-delà de l'enchaînement des thèmes classiques du roman noir - amour, disparitions, vengeances, tragédies - Jacques Bullo sait recréer, avec son style très personnel, une atmosphère insolite. La ligne quatre, avec sa diversité et ses passagers renouvelés à chaque station, vous offre à peu de frais, des voyages exotiques.

DOMINIQUE GENTIL

(1) "Amour, Raspail, Vavin..." Editions



du bout de la rue. Oct. 2008, 198 p., 15 €. (2) Les OGM avec "Le gène du perce-neige" (2007), la tragédie toulousaine d'AZF dans "Du nitrate dans le cassoulet" (2005), Tchernobyl avec "Les liquidateurs" (2002).

L'attentat du Moulin Vert

● L'association Florimont a organisé la reconstitution de cet acte de résistance du 25 septembre 1943 dans le cadre de Mémoires... et Avenir de mon quartier.

La reconstitution, jouée par des habitants du 14e, est filmée devant le restaurant Le Moulin Vert, sur fond musical des chansons de Léo Ferré, et avec lecture de lettres écrites par les combattants avant leur condamnation. Elle s'inspire des témoignages de M. Tchakarian, lui-même ancien combattant de la MOI (1), que l'on peut retrouver dans son livre "Les francs-tireurs de l'affiche rouge" (2).

"Une semaine de préparation fut nécessaire pour mener à bien cette opération. Rien ne devait être laissé au hasard. Placer les hommes aux points stratégiques pour couvrir et protéger les acteurs. Détecter les rues qu'il fallait prendre au moment du repli."

Pourquoi avoir choisi ce restaurant ? "La rue du Moulin-vert se rétrécit à la hauteur du n°63, formant un angle qu'occupe un bar-restaurant entouré de verdure : bon aspect, style villas fin 19ème siècle comme il en existe encore. Restaurant de luxe, clientèle composée principalement d'officiers et de gros bonnets de la collaboration. Quinze à vingt militaires se réunissent là pour dîner. Voilà pourquoi la petite place située devant ce restaurant est l'objet, ce soir du 25 septembre, d'une attention particulière de la part de nos amis."

"Roger Rouxel, une grenade en poche, se tient à l'angle de la rue Léonidas à 25 mètres du restaurant. Près du 23, rue des Plantes, le matricule 10612, armé d'un pistolet, se tient en défense. Près d'un passage obscur à 25 mètres du restaurant



MM. Kachkachian et Karayan, anciens résistants et les acteurs de la reconstitution.

armé lui aussi d'un pistolet,

Robert Witchitz fait aussi partie de la première défense. A mi-parcours de la rue Léonidas le matricule 10603, armé d'une grenade à la main, attend avec quatre vélos et assure la retraite des trois autres."

"Il est 20 h : une quinzaine d'officiers est déjà à table. Joyeusement, ils dégustent leur apéritif. La France a du bon !"

"20h10 : Witchitz a vérifié qu'aucune autre arrivée ne s'annonce. C'est maintenant dans la rue l'immobilité totale. Il donne alors le signal. Rouxel dégoupille sa grenade, s'approche, l'espace d'un éclair, ouvre la porte, jette l'engin au

milieu du restaurant et court vers la rue Léonidas. Witchitz qui le suivait décharge son arme sur le soldat de garde à l'intérieur et file dans la même direction que Rouxel. Le 10612 les rejoint, et les quatre francs-tireurs devenus cyclistes s'éloignent en vitesse." Près du métro Pernety, une femme les attend. Il s'agit d'Olga Bancic dont la tâche consiste à récupérer les armes pour les dissimuler au fond de ses paniers remplis de rutabagas. Son rôle l'expose à tous les dangers car, suite au bouleversement causé par l'attentat, le quartier est tout de suite encerclé par les soldats allemands et la police française, les maisons

fouillées et les rames de métro arrêtées.

À la fin de la reconstitution de l'attentat, nous nous rendons à la librairie "Le Livre Écarlate" où deux anciens résistants témoignent : "Si je suis ici aujourd'hui devant vous, je le dois à mes camarades qui ont été arrêtés par les nazis et qui n'ont pas parlé. Ils auraient pu donner mon nom et ne l'ont pas fait. Ils ont été torturés et fusillés au Mont Valérien. Du fond du cœur, je vous remercie d'être venus. Par votre présence, vous signifiez votre reconnaissance pour ce qu'ils ont fait". La gorge serrée d'émotion, Henri Karayan, ancien combattant de la MOI et Michel Kachkachian, ancien FTPF rendent hommage à tous ceux qui ont pris des risques au péril de leur vie. M. Kachkachian nous rappelle qu'il n'y avait pas que les étrangers de la MOI pour lutter contre l'occupant mais aussi de nombreux groupes de résistants français comme les FTPF dont il faisait partie.

Afin de rendre hommage sans exception à celles et à ceux qui se sont dressés contre l'Occupant, l'association Florimont* prévoit, dans la série Actualité de la Résistance, la reconstitution de six actions d'ici à juillet 2009.

DIDIER CORNEVIN

(1) FTP-MOI : Franc-Tireurs partisans appartenant à la main d'œuvre immigrée.

(2) Arsène Tchakarian "Les francs-tireurs de l'affiche rouge". Messidor, éditions sociales.

*Association Florimont, 9 place Marcel Paul. Tel.: 01. 42. 79. 81. 30.

Qui étaient les FTP-MOI qui ont participé à cet attentat ?

Tous appartenait au groupe Manouchian et étaient communistes.

Robert Witchitz : Né le 5 août 1924 à Abscon (Nord) : ouvrier sans travail. Réside au 84, rue de Montreuil à Paris sous le nom de Legros. Connu au détachement sous le nom de René.

Roger Rouxel : né le 3 novembre 1925 à Paris 6e . Mécanicien. Domicilié chez ses parents 135, voie Bacchus à Vitry-sur-Seine. Membre du détachement depuis mars 1943 sous le nom de Robert.

Olga Bancic : née le 22 mai 1912 à Chizineau (Roumanie), sans profession. Mère d'une fille Dolorès, domiciliée au 114, rue du château dans le 14e. Connue sous le pseudonyme de "Pierrette" et chargée d'entreposer des armes et de les transporter sur les lieux d'attentats.

Deux autres combattants ont agi sous le matricule 10603 et 10612 et n'ont jamais pu être identifiés. Leur silence les rend encore plus grands à nos yeux. **Robert Witchitz et Roger Rouxel** seront fusillés au Mont Valérien, le 21 février 1944. **Olga Bancic** connaîtra un autre sort, le plus terrible : elle sera décapitée dans la prison de Stuttgart, le 10 mai 1944.

Adieu Papou Caradec !

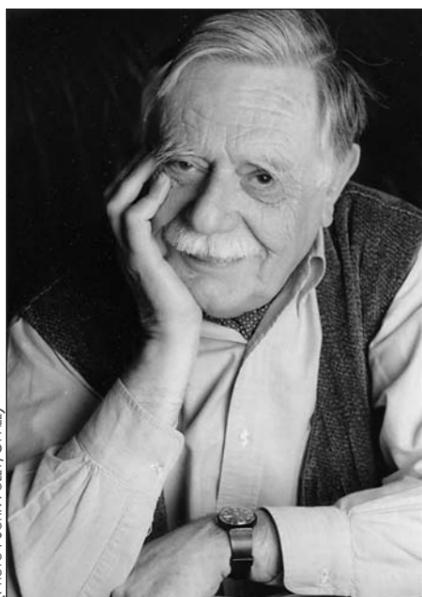
● L'écrivain François Caradec est décédé mi-novembre 2008

On a pu lire ce faire-part, dans le carnet du Monde : "À compter du 13 novembre 2008, l'Oulipo excuse François Caradec à ses réunions ordinaires et extraordinaires pour cause de décès." (1) Nous ne croiserons plus le pataphysicien de la rue Gazan au marché du samedi, place Coluche, et ne l'entendrons plus, le dimanche midi, sur France Culture dans "Les Papous dans la tête".

Il a fait très fort, le père Caradec. Inhumé le jour du beaujolais nouveau ! Régent de Colombophilie et d'Alcoolisme éthique du Collège de Pataphysique, l'écrivain oulipien nous a quittés "avec sa crinière de nacre, son humour et son humeur" (dixit ses proches). Une grande foule l'accompagnait, sous les nuages de Paris, en textes et en chansons, au cimetière Montparnasse si souvent traversé. Quand il voulait travailler tranquillement, il partait, livres sous le bras, s'installer au pied du moulin du cimetière, m'avait-il expliqué (voir La Page n°71). Je l'imagine aussi s'asseyant sur le banc de bois placé sous l'if, à côté de la tombe de Jacques Demy.

"Le doigt coupé de la rue Bison"

Il nous a surpris jusqu'au bout en écrivant un roman policier, lui qui disait : "Je n'ai jamais écrit de roman ; je n'aime pas être obligé de vivre avec des personnages inventés que je ne connais pas." Dans "Le Doigt coupé de la rue Bison" (2), un rompol placé sous la protection de Boris Vian dit Bison Ravi, il a mis beaucoup de lui-même et de ses souvenirs mais aussi une bonne dose de mystère : "J'ai passé ma jeunesse sous l'Occupation. J'ai été obligé d'abandonner mes études à un moment où on se faisait rafler trop facilement, je suis devenu typographe. Je me suis retrouvé déporté du travail dans un camp où j'ai réussi, après un séjour d'un mois à Berlin, à me



(PHOTO: JOHN FOLEY/OPALE)

faire rapatrier comme malade." Un polar abracadabrante qui se passe juste après la Libération. On y retrouve quantité de clins d'œil à Sade, Léautaud, Allais, Vian et Lautréamont et de jeux de mots et contrepèteries. Il se déroule, pour une grande part, dans le 14e, de la rue Vercingétorix au parc Montsouris, en passant par le cimetière Montparnasse.

"Je me souviens de la rue Gazan"

Né à Quimper en 1924, François Caradec débarque gare Montparnasse en 1942, avec pour tout bagage son expérience de typographe. Depuis, il est resté dans le 14e arrondissement. Après avoir fait tous les métiers du livre, il se consacre à l'écriture. Un écrivain facétieux mais un historien rigoureux de la littérature de la fin du XIXe. Biographe d'Alfred Jarry, de Raymond Roussel et d'Alphonse Allais, ses auteurs-culte, il part aussi sur les traces de Lautréamont (Isidore Ducasse) et nous raconte la vie

de Willy, le premier mari de Colette, et de personnages loufoques comme le pétomane du Moulin rouge ou de la danseuse Jane Avril. Il est aussi l'un des premiers historiens de la bande dessinée. Auteur d'un Dictionnaire des farces et attrapes puis du Dictionnaire du français argotique, il publie plus récemment un Dictionnaire des gestes. Ses "Je me souviens" à la Pérec évoquent jusqu'à son quartier dont l'atmosphère a tellement changé : "Je me souviens qu'en 1968 la foule a envahi la rue Gazan pour se rendre au meeting de Charléty et que la rue était noire de piétons comme elle est noire aujourd'hui d'automobiles." Un livre comme "La Compagnie des zincs", illustré par son ami Robert Doisneau, célèbre la conversation de bistrot : coq à l'âne, jeux de mots laids, langue verte et coquecigrues.

FRANÇOIS HEINTZ

(1) Les jeudis de l'Oulipo (Ouvroir de littérature potentielle) se tiennent à 19h à l'auditorium de la BNF (entrée libre), quai François Mauriac 75013 Paris.

(2) "Le doigt coupé de la rue Bison", Fayard Noir (octobre 2008).

● Abonnez-vous à La Page

Six numéros : 10 € ; soutien : à partir de 15 €. Abonnement pour chômeur et étudiant 8 €. Adressez ce bulletin et votre chèque à l'ordre de L'Equip'Page : 6, rue de l'Eure 75014. Nom..... Prénom..... Adresse.....

Odessa dédicace

● Signature de Jean-Jacques Sempé

Tombée de nuit glacée de décembre. Les passants se hâtent au bas de la rue de la Gaîté. Cols sur le menton, écharpes raidies par le hiver, nez relevés en équerres, ils croisent le boulevard Edgar-Quinet, se réchauffent un instant aux lumières du marché de la création avant de continuer droit devant vers la rue d'Odessa. Deux pas sur la gauche et ils sont arrivés. Dans la vitrine vive, à la ligne claire, de beaux livres frottent leurs vélin et agencent leurs respectives couleurs. Les roses esquisses de Zao Wou Ki côtoient les bruns fauves d'un ouvrage de photographies où s'exhibe le carrefour Gaîté-Maine en 1875. La librairie de la rue d'Odessa a toutefois rangé, pour cet après-midi, ses rayonnages habituellement débordant d'ouvrages tous mieux choisis les uns que les autres.

Pour l'heure, en un rendez-vous régulièrement repris, les libraires de cet antre aux merveilles, Sophie Lombard, Maixent Puglisi et Nicolas Defossez, ont ménagé, le long des murs couverts de carnets malicieux, heureux, porteurs de mille trésors à venir, un chemin de lumière qui conduit droit à une petite table ronde, toute simple, mais pas toute seule...

Sur le plateau rond, trois stylos, trois simples "Bic", un rouge, un noir et un bleu... Sur la douceur de la première page du livre épais, au bout des crayons d'encre, dessine une main appliquée... La petite foule s'étire sur elle-même, cherche à en voir plus. La forme posée par la main, c'est un carré. Espiègle, la main ajoute soudain deux petites feuilles... Le bras glisse alors le long du papier et, agile, fait sortir du bout des doigts deux traits supplémentaires, légers, aériens, presque pas appuyés. Sous les bonnets on ne sait que penser. Et voilà qu'un triangle isocèle, deux épis et un dernier triangle, rouge en son extrémité, ont rejoint les autres formes. La main sourit, elle peut se reposer car, ça y est, pour la petite foule sus-

pendue dans le couloir de la librairie, on le voit désormais, frère et inamovible... c'est Marcellin Cailloux. La petite foule rassemblée est satisfaite mais n'ose toutefois pas regarder trop fort Monsieur Jean-Jacques Sempé qui lève son regard bleu cyan et demande d'une voix un peu râpée, "C'est pour qui ?... Patrice ou Patrick ?". Une fois la signature apposée, il prend un temps, regarde alentour. La boutique est emplie de grands, de petits, d'Anglais, de Parisiens... "Qu'est-ce que t'en penses, si je prenais "Rien n'est simple"... en même temps c'est négatif non ?" Les yeux bleus clignent. Sempé roule sa minuscule cigarette, chiche qu'elle pourrait se glisser dans un de ses croquis ! Il se penche à nouveau, soulève un autre livre "Des hauts et des bas". Il sourit avant de continuer.. Plus tard il relèvera son visage et nous embarquera tous, plaqués entre carnets mordorés, cartes de vœux, feuilles d'or et de miel pour mieux nous comprendre dans son oeil crayon à l'iris de ciel.

Va savoir, un jour, nous ferons peut-être tous partie d'une de ses fresques sur le 14e où, entre cinoches et métro, sous l'auvent d'une librairie de Noé, une petite dame s'écriera : "C'est pas croyable ce que c'est ressemblant, avec deux traits, hein !" Nous sommes, en tous cas, bien contents d'avoir, en la Librairie Odessa, une halte pour flâner, rêver, se donner le goût de la lenteur et de la légèreté. Une halte avant de rejoindre le bruyant carrefour de la place du 18 juin !

Bienvenue à la librairie d'Odessa qui est un nouveau lieu de dépôt de la Page !

PATRICIA BAY

Librairie Odessa, 20, rue d'Odessa, 75014 Paris. La librairie organise régulièrement des rendez-vous et signatures. Le prochain s'organisera autour de plusieurs auteurs de Warum, éditeur de bandes dessinées. Toutes les informations sur le site : www.librairiedodessa.com

Histoires de notre quartier

Un air de Plaisance

● Rencontre avec Paulette Engler qui vit rue du Château depuis sa naissance, en 1912.

“Rue du Château
Y avait plus de château,
Mais on croisait des chevaux,
Des poules et des vélos.” (1)

Paulette Engler, une petite dame menue et charmante, est née en 1912 dans l'appartement de la rue du Château qu'elle habite toujours. Elle évoque la vie du quartier au siècle dernier, à travers ses souvenirs les plus vivaces. Avant l'urbanisation effrénée des années 1960-70, la vie des Parisiens était empreinte d'habitudes gardées de la campagne. On élevait des poules et des lapins dans les arrière-cours et on se déplaçait essentiellement à pied et en vélo. Les livraisons de marchandises en charrettes tirées par des chevaux se sont effectuées jusque dans les années 50. C'est la période qui s'étend de 1920 à 1960 que Paulette décrit avec le plus d'entrain. La rue du Château était alors très animée. Ses yeux pétillent lorsqu'elle raconte : “ Il y avait beaucoup de commerçants, les boutiques se touchaient... On trouvait de tout, des boulangeries, des boucheries, des épicerie et de nombreux artisans”. Elle ajoute : “ Le lait frais était livré dans une charrette tirée par un cheval, on l'achetait en bidons chez Hauser ou Maggi, les deux crémiers de ce coin de rue”. Il y avait une ferme, rue Asseline, et plusieurs écuries dans le quartier. Paulette se rappelle le bruit des chevaux qui livraient les marchandises. “Avec les cris des marchands ambulants,



“L'avenue du Maine était bordée de belles boutiques de vêtements.” (C'était hier le XIVe arrondissement de Daniel Simon chez Arcadia Éditions)

les vêtements, on réparait les meubles, les matelas, les objets en cuir et même la vaisselle en porcelaine ! ... On se parlait de fenêtre à fenêtre, de chaque côté de la rue... Quand on sortait, on laissait nos clés sur les portes”. Elle renchérit : “Dans presque tous les immeubles, il y avait une concierge, c'était rassurant et quand on rentrait tard, on devait donner son nom pour avoir le cordon !” (2)

Les jardins ouvriers et les fêtes

Le dimanche, toute la famille allait à pied à Malakoff entretenir le jardin. Beaucoup de Parisiens disposaient d'un petit lopin de terre loué bon marché par la municipalité dans la proche banlieue, qui, à l'époque, était la campagne. Une fois franchies les portes de la ville, il y avait les fortifs et de grands terrains vagues : “On marchait jusqu'aux jardins, assez grands, bien délimités”. Le jardin fournissait une part non négligeable de l'alimentation : salades, légumes et fruits de saison.

“On ramenait aussi des paniers de fleurs et beaucoup de bonne humeur”, me dit-elle en riant. C'était dans les années 1920-30. Alors qu'en semaine les fortifs étaient “mal famées”, le dimanche, les Parisiens allaient s'y promener ou pique-niquer. Il y avait des attractions, c'était “le bois de Boulogne du pauvre”. “Lorsque l'on revenait avec du vin et autres marchandises, on devait les déclarer à l'octroi et on payait une taxe” (voir encadré). On marchait beaucoup dans ces années là. “Une de mes promenades pré-

férées était d'aller jusqu'à l'Etoile à pied. Il n'y avait presque pas de voitures, l'espace était à nous, on pouvait marcher et traverser les rues sans crainte !”. Au moment des fêtes, tout le monde se retrouvait dehors pour danser, chanter, bavarder ou aller au cirque installé sur une place du quartier. “On pouvait jouer à la loterie et gagner un kilo de sucre.”. “Le 14 juillet, il y avait des bals dans toutes les rues !” Les gens aimaient “sortir”. En été, ils installaient leur chaise sur le trottoir ou dans les squares et jouaient aux boules et à la belote. “On se promenait le soir sur l'avenue du Maine qui était alors un endroit calme, bordé de belles boutiques de vêtements et de bijouteries... On descendait jusqu'au pont, en bas de la rue, pour aller voir passer les trains de la gare Montparnasse”.

Souvenirs de guerre

Paulette a fréquenté l'école élémentaire de la rue de l'Ouest et le cours complémentaire (collège actuel) de la rue d'Alésia. Elle n'a pas pu s'inscrire à l'école supérieure qui formait au métier d'institutrice, car “c'était trop loin, il fallait prendre le métro”, ce qui n'était pas d'usage pour une jeune fille de cette époque. Elle a suivi des cours de sténo et secrétariat à l'institut Jaffré Laurier, rue Ernest-Cresson et a travaillé comme secrétaire à l'Amicale des PTT, rue Moisan (dans le 15e). “À l'époque, les horaires de travail étaient de 7h30 ou 8h à 18h30, on mangeait sur place et on travaillait le samedi matin”. Paulette se souvient bien de la Seconde Guerre mondiale. Son salaire était l'unique ressource de la famille. Il n'y avait pas de compensation salariale lorsque les hommes étaient mobilisés ou faits pri-

L'octroi et les fortifications

L'octroi était un poste de douane implanté aux portes de Paris (les pavillons Ledoux à Denfert-Rochereau en sont un des vestiges). Un gardien y prélevait une taxe sur les marchandises. En 1860, la limite de l'octroi fut repoussée aux fortifications, élargissant considérablement la zone de perception des droits. Les “fortifs”, remblais de terre d'environ 10 mètres de haut couverts d'herbe, constituaient une frontière entre Paris et la banlieue. Au-delà, il y avait des terrains vagues, “la Zone” où il était interdit de construire. Ces terrains étaient occupés par des jardins, des hangars, des baraques ou des roulottes. Ce sont sur ces terrains que les HLM actuels ont été érigés.

sonniers. Les femmes assuraient tous les travaux accomplis traditionnellement par les hommes, dans les usines, les transports et les administrations. “On travaillait dur, sans nouvelles de nos maris et dans l'obsession de la recherche de nourriture”. Les horreurs de la guerre comme les rafles et la déportation de Juifs et de résistants étaient omniprésentes. Les femmes s'organisaient pour garder les enfants et se relayer dans les longues files d'attente devant les magasins. Les cartes d'alimentation étaient distribuées par la Mairie, en fonction de la taille de la famille et de l'âge des enfants. “Le marché noir prospérait pour ceux qui avaient de l'argent”. Pendant les alertes et les bombardements, les Parisiens se réfugiaient dans les caves. Il était difficile sinon impossible de vivre sans entraide et solidarité. “On descendait des chaises, des bougies, des couvertures... Certains récitait leurs prières... La peur de mourir ensevelis sous les décombres de l'immeuble avait tissé des liens profonds entre voisins”.

La vie aujourd'hui

La partie de la rue du Château où habite Paulette est devenue un couloir à voitures où il n'y a plus de magasins, pas de poste ni de métro. “Il est même dangereux de marcher sur ces trottoirs étroits, toujours encombrés ; quelquefois on ne peut même plus passer !” s'indigne-t-elle. Le dernier commerce qui subsiste est un salon de coiffure qui est devenu l'unique lieu convivial de ce coin de rue, le dernier endroit où l'on échange des nouvelles. “Quand il fermera, il n'y aura plus rien pour moi car je ne peux pas aller jusqu'à la rue Raymond Losserand, mes jambes ne me portent plus jusque là-bas”, déplore Paulette. Comme son immeuble doit être vendu, les gens qui partent ne sont pas remplacés et la moitié des appartements est inoccupée. De plus, les codes à l'entrée ne facilitent pas les visites et Paulette regrette que l'on ne vienne plus frapper à sa porte. Mais une bonne nouvelle vient d'arriver de la Mairie de Paris qui s'est portée acquiescente de l'immeuble pour en faire des logements sociaux. Paulette espère retrouver “la bonne ambiance qui régnait entre voisins, quand les gens reviendront”.

JOSÉE COUVELAERE

(1) “ Je me souviens du 14e arrondissement” de Sylvie Bonin et Bernadette Costa (Edition Parigramme/CPL).

(2) La personne qui rentrait tard, ou la nuit, devait donner son nom à la concierge. Celle-ci tirait alors sur un cordon, depuis sa loge, pour ouvrir la porte.



Paulette Engler. (PHOTO : JANINE THIBAUT)

des rémouleurs et des chiffonniers, vous pouvez imaginer l'animation qui régnait dans la rue !... Juste à côté de chez moi, il y avait deux bougnats et un petit hôtel, assez miteux, du genre hôtel de passe et le tramway qui passait rue Didot s'appelait le “Malakoff-Les Halles”... A la station de la place Didot (aujourd'hui Moro Giafferi), le chauffeur descendait pour changer l'orientation de la perche”. Elle enchaîne : “Il n'y avait pas de gaspillage, tout était récupéré et réparé : on rempaillait les chaises, on cousait les draps et

La vie au château

Dans le cadre du projet “Mémoires...et avenir de mon quartier”, l'association Florimont proposait, fin novembre 2008, une évocation de la vie du Château Ouvrier avant sa rénovation (achevée fin 2004) à travers les photos de la mosaïque Ghislaine César* qui y vécut : “Lieux communs et autres clichés”. Elle fit partie du carré d'irréductibles bien déterminés à défendre leur lieu de vie. A l'époque, on était loin de la vie de château. La réhabilitation de cet imposant immeuble datant de 1890, situé au niveau du 69 rue Raymond-Losserand, fut emportée de haute lutte, durant l'année 1997, par des associations du quartier, notamment La Page et Urbanisme & Démocratie. Depuis octobre 2006, Florimont y gère des locaux associatifs.

* www.gcesarmosaiste.free.fr

(PHOTO : DIDIER BOYAUD/ATELIER D'ND)



● Où trouver La Page ?

La Page est en vente à la criée sur les marchés du quartier (Alésia, Brune, Daguerre, Edgar-Quinet, Coluche, Villemain...) et dans les boutiques suivantes.

- Rue d'Alésia : n° 1, librairie L'Herbe rouge ; n° 73, librairie Ithaque ; n° 207, librairie papeterie presse.
- Rue Alphonse-Daudet : n° 17, Bouquinerie Alésia.
- Avenue de l'Amiral-Mouchez : n° 22, librairie Papyrus.
- Rue Bezout : n° 33, Tempo Vitraux.
- Rue Boulard : n° 14, librairie L'Arbre à lettres.
- Rue Boyer-Barret : n° 1, librairie papeterie presse ; n° 5.
- Rue Brézin : n° 33, librairie Au Domaine des dieux.
- Boulevard Brune : n° 112, papeterie l'Aquafontaine ; n° 181, librairie Arcane ; n° 134, librairie-presse de la porte d'Orléans.
- Marché Brune : Mbaye Diop, tous les dimanches à l'entrée du marché.
- Rue Daguerre : n° 69, boulangerie ; n° 80, Paris Accordéon.
- Avenue Denfert-Rochereau : n° 94, librairie Denfert.
- Rue Didot : n° 48, ADM ; n° 53, librairie le Livre et la Lune ; n° 61, France Foto Alésia ; n° 97, Didot Presse ; n° 117, Au plaisir de lire.
- Place de la Garenne : n° 9, Café associatif, Le moulin à café.
- Avenue du Général-Leclerc : n° 75, kiosque Alésia ; n° 90, kiosque Jean-Moulin ; n° 93, librairie Mag Presse.
- Rue Hippolyte-Maindron : n° 41, galerie Expression Libre.
- Avenue Jean-Moulin : n° 12, librairie Sandrine et Laurent.
- Avenue du Maine : n° 21, musée “Le chemin du Montparnasse” 15e ; n° 79, kiosque ; n° 165, tabac de la Mairie.
- Place Marcel Paul : n° 9, Association Florimont.
- Rue du Moulin-Vert : n° 31, Le livre écarlate.
- Rue d'Odessa : n° 20, Librairie d'Odessa.
- Rue de l'Ouest : n° 14, New's Art Café ; n° 20.
- Place de la Porte-de-Vanves : n° 3, librairie du lycée.
- Rue Raymond-Losserand : n° 48, Mag Presse ; n° 63, librairie Tropiques ; n° 72, kiosque métro Pernety.
- Boulevard Raspail : n° 202, kiosque Raspail.
- Avenue René-Coty : n° 16, librairie Catherine Lemoine.
- Rue de la Sablière : n° 4, librairie La Sablière ; n° 56, restaurant Aux cercles bleus.
- Rue de la Tombe-Issoire : n° 91, librairie.

La Page

est éditée par l'association

L'Equip'Page :

6, rue de l'Eure 75014.

Tél (répondeur) : 06.60.72.74.41.

courriel : lapage.14@wanadoo.fr.

Directeur de la publication : Didier

Cornevin. Commission paritaire

0608G83298

Impression : Rotographie,

Montreuil. Dépôt légal :

janvier 2009.